

DEPARTEMENT DE LA LOIRE 5^e CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

Citoyennes et Citoyens,

L'idée de **Renouveau** est légitime. Encore faut-il que ce ne soit pas qu'un mot. Or, que nous offre-t-on ? De l'ancien habillé de neuf. Comment traite-t-on les problèmes ? A l'ancienne mode avec des mots nouveaux. Et pourtant, les impasses sont réelles :

Algérie ? Un pas a été esquissé, il faut le dire. On doit poursuivre si l'on veut aboutir.

Marché Commun ? Dans un mois, il deviendra une réalité. Mais de graves contradictions éclatent ; l'Europe est plus divisée que jamais.

Economie ? Le chômage sévit ou menace.

Or, les échéances sont là !

Les gosses sont nombreux dans des écoles notoirement trop étroites. A ceux-là, il faudra, demain, trouver du Travail.

Qu'a-t-on fait de vraiment sérieux pour la Culture populaire, en dehors de quelques initiatives ?

La construction des logements ne soutient pas le rythme nécessaire. Les parents sont mal logés, où iront les enfants ?

Une agriculture moderne demande des marchés organisés. Rien n'a été fait.

Après Brazzaville et la loi Defferre, un nouvel effort sera-t-il accompli pour que soient trouvées des solutions modernes, y compris pour l'Algérie ? De toute évidence, la prolongation du service militaire n'est pas une solution.

Alors, ce Renouveau ?

Laissera-t-on la Droite en faire un cheval de bataille ? Elle s'en prend à un « **système** » politique, mais, nous le savons, c'est pour mieux conserver, à l'abri de changements superficiels, un « **système économique** » qui l'a si bien servie.

La Gauche, quant à elle, force de Progrès, aurait-elle abandonné son rôle ? Nous ne le croyons pas et travaillons au **Renouveau de la Gauche et du Socialisme**.

Quelle politique doit faire la France ?

ALGERIE : Intensifier la libération des internés administratifs et des prisonniers politiques. Discuter un cessez-le-feu avec ceux qui combattent. La trêve obtenue, négocier le statut politique avec les Représentants qualifiés de la « Communauté Algérienne ».

OUTRE-MER : Rechercher des liens d'association avec les peuples accédant à l'indépendance.

LIBERTES FONDAMENTALES : Certains aspects de la Constitution font craindre pour l'avenir. Il faut donc exiger de l'Etat qu'il garantisse les libertés, et, par une série de lois organiques : l'indépendance de la Magistrature face au Pouvoir, la liberté et l'indépendance de la Presse, les libertés syndicales et leurs moyens d'expression. (Reconnaissance des Sections syndicales d'Entreprise).

ECONOMIQUE ET SOCIAL : Face à la diminution du pouvoir d'achat, il faut revaloriser les salaires, augmenter l'allocation-chômage, prévoir l'établissement du « **Salaire Mensuel Garanti** ». Supprimer les abattements de zone.

Relever de 20 % les Allocations Familiales et assurer leur alignement régulier et automatique sur le coût de la vie. Réaliser l'égalité des droits aux Allocations Familiales de toutes les catégories de Travailleurs.

Prévoir le **remboursement à 80 %** des frais médicaux et pharmaceutiques.

Réajuster les Retraites des Vieux Travailleurs.

Construire des **logements accessibles à tous**. Aménager l'allocation-logement. Faire du « Logement » un service publique. Augmenter les crédits de ce secteur.

Réorganiser le Circuit de Distribution. Contrôler sérieusement les prix et les marges bénéficiaires, spécialement celles des intermédiaires.

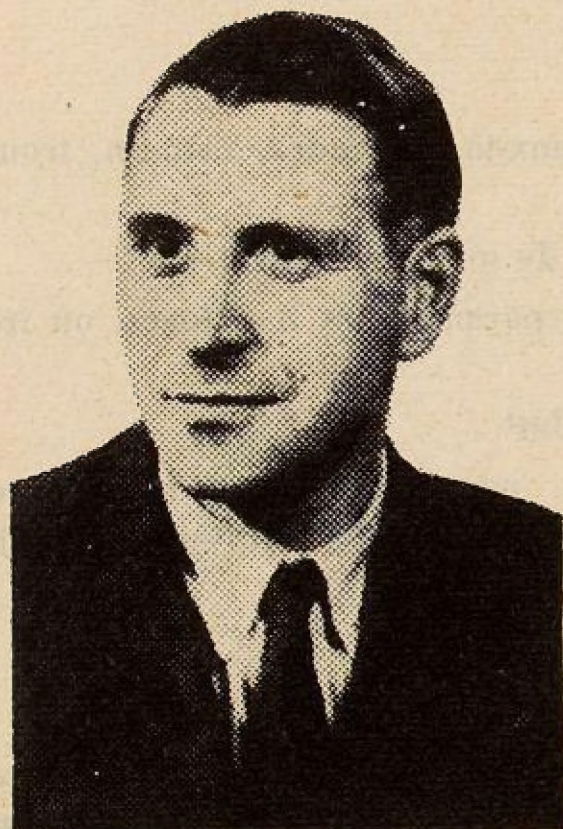
Accorder des crédits aux jeunes agriculteurs pour s'installer ou pour moderniser leurs exploitations. Réorganiser le « **Crédit Agricole** ». Au total, face à la Recession qui menace, il faut un plan d'ensemble permettant à la France d'affronter les difficultés du monde moderne.

EDUCATION NATIONALE : Des Maîtres, des Classes, de l'Équipement ! Donc, augmenter les crédits de l'Éducation Nationale.

Donner la possibilité aux **jeunes ruraux** de bénéficier d'un enseignement adapté (Ecoles rurales semblables aux Centres d'apprentissage qui forment les ouvriers qualifiés de l'industrie).

Défendre la Laïcité dans le respect des Consciences et des Croyances. Mettre en route une Réforme de l'Enseignement avec application du « Tronc Commun ».

**C'est pour appliquer ce programme
que sollicitent vos suffrages**



Eugène CANCEL

38 ans — Administrateur de la Caisse d'Associations Familiales, Syndicaliste
Dirigeant national d'Allocations Familiales

et son remplaçant éventuel

Roger RIVIÈRE

Professeur au Collège Technique de Roanne. — Syndicaliste F. E. N.

**Candidats de l'Union de la Gauche Socialiste
présentés par l'**

Union des Forces Démocratiques

L'U. F. D. veut traduire cette politique et inspirer ce Renouveau.

Elle rassemble :

Avec **Mendès-France**, des radicaux socialistes

Avec **Depreux, Savary, Verdier**, des socialistes (ex- S. F. I. O.) ;

Avec **Mitterand**, la majorité de l'U. D. S. R. ;

Avec **M. Lacroix**, des militants de la Jeune République ;

Avec **G. Martinet**, les jeunes socialistes de l'U. G. S. venus au politique par l'action syndicale et familiale.

Vu le Candidat